

Charleroi, le

12 AVR. 2019

Vos réf.:

Nos réf.: F0414/52011/UFD/2018/151//**2045927**

OBJET : Demande de permis d'urbanisme – Décision du Fonctionnaire délégué.

Commune : CHARLEROI

Projet : Réalisation d'un auvent devant le corps de garde existant, à régulariser, du
poste d'inspection filtrage pour l'aéroport de Charleroi.

Adresse du bien : rue Santos Dumont à 6041 GOSSELIES

Références cadastrales : CHARLEROI 23 DIV Section C N°270 E

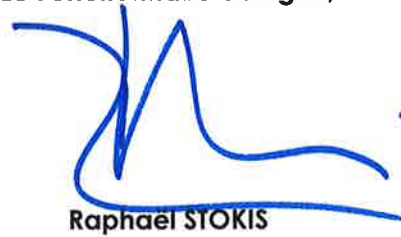
Demandeur : BSCA (Brussels South Charleroi Airport) SA (Patrick Lambrechts)

Madame, Monsieur,

Je vous prie de trouver, en annexe, copie de la décision prise concernant la
demande de permis visée sous objet.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération
distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,



Raphaël STOKIS
Directeur

16 JAN. 2019

SPW - DGO4

Département de l'Exploitation
du transport

Direction de l'Aéroport
De Charleroi

Rue des Frères Wright 8 Bte 3
B-6041 Gosselies

Tél. : +32 (0)71 25 12 16
Fax : +32 (0)71 25 12 54

Votre contact : Charlotte Trigaux
Secretariat-ebci.dgo2 @spw.wallonie.be

Service Public Wallonie – DGO4
Direction extérieur – Hainaut II
Monsieur Raphaël STOKIS
Fonctionnaire délégué
rue de l'Ecluse 22

6000 CHARLEROI

Gosselies, le 14 janvier 2019

Vos réf. : FO414/52011/UFD/2018/151//2045927
Nos réf. : DO233./Servitudes/BM/ct/2018.191

■ Annexe(s) :

Objet : Section de Gosselies – rue Santos Dumont

**Réalisation d'un auvent devant le corps de garde existant, à régulariser, du
poste d'inspection filtrage pour l'aéroport de Charleroi.
Demande introduite par BSCA.**

Monsieur le Fonctionnaire délégué,

Suite à votre demande d'avis dont mention sous rubrique, il apparaît que l'objet de cette demande ne crée pas de préjudice quant à la protection des aérodomes (obstacles).

Dès lors, un avis positif est remis pour ce projet tel qu'il nous a été présenté.

Cette demande se situe en zone C' du PEB (Plan d'Exposition au Bruit) et en zone C du PDLT (Plan de Développement à Long Terme) telles que définies par l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2004.

De plus, si une grue est érigée lors du chantier, veuillez prendre contact avec l'Inspection aéroportuaire (071 /251 212) au moins une semaine à l'avance. Lors de cette entrevue, vous devrez fournir les caractéristiques de la grue utilisée (type, hauteur, ...), la durée du chantier, le positionnement de la grue et la date du montage.

Veuillez croire, Monsieur le Fonctionnaire délégué, en l'assurance de notre meilleure considération.

Benoît MARISSAL

Directeur d'aéroport

**Direction Générale Affaires International
& Publiques**

Service: Urbanisme

Référence : DGI/PA/U/Oth/EBCI/IUR-2018-1512

Date : 07/01/2019

Secrétariat Urbanisme

Tél : 02/206.24.42 - Fax : 02/206.22.39

E-mail: urba@skeyes.be

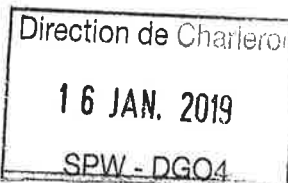
SPW

Département de l'Aménagement du
territoire et de l'Urbanisme

Direction extérieure Hainaut II

Rue de l'Ecluse 22

6000 CHARLEROI



Concerne: Réalisation d'un auvent devant le corps de garde existant à régulariser du
poste d'inspection filtrage pour l'aéroport de Charleroi-Rue Santos
Dumont-6041 Gosselies-6042 Lodelinsart

Cher Monsieur

Suite à votre lettre référence commune **F0414/52011/UFD/2018/151/2045927**
du **17/12/2018**, je vous informe que skeyes n'a pas d'objection à émettre
concernant l'objet susmentionné. ✓

Pour tout usage de grue ou de tout autre appareil de levage, d'une hauteur
supérieure à 20m AGL, le constructeur est tenu d'en faire la demande au
service urbanisme de skeyes 2 mois avant le début des travaux.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, mes salutations distinguées.

Annabel Backs

Head of Public Affairs

S.P.W.

Mme Valérie PECRIAUX

N/REF : 2474/2018/DR/AP/MCD

V/REF : F0414/52011/UFD/2018/151//2045927

DOSSIER : 10/1424-1

SITUATION : RUE SANTOS DUMONT À 6000 CHARLEROI

DATE DE L'ANALYSE DES PLANS : LE 11/01/2019

OBJET : RÉALISATION D'UN AUVENT DEVANT LE CORPS DE GARDE EXISTANT, À RÉGULARISER, DU POSTE D'INSPECTION FILTRAGE POUR L'AÉROPORT DE CHARLEROI.

A. Constatations :

- Le projet se compose d'un corps de garde de 49.5 m² et d'un auvent de 220 m²
- Les accès sont satisfaisants, ils permettent l'acheminement aisé des véhicules d'incendie.
- Le corps de garde est de plain-pied en maçonnerie traditionnelle et possède deux accès.

B. Avis du Service Prévention de la Zone de secours Hainaut-Est :

Le projet répondra à :

- Arrêté Royal du 24 juin 1988 : article 135 de la Nouvelle Loi Communale.
- Loi du 30 juillet 1979 relative à la prévention des incendies et des explosions.
- Circulaire ministérielle du 14 octobre 1975 – ressources en eau pour l'extinction des incendies.
- Code du bien-être au travail – Livre III – Titre 3 : Prévention de l'incendie sur les lieux de travail.

Sans préjudice aux plans de l'architecte, il a lieu pour l'essentiel de réaliser :

1/ Installations électriques :

Les installations électriques seront conformes au RGIE et contrôlées par un organisme agréé par le SPF Économie. Les remarques éventuelles seront corrigées.

2/ Mesures destinées à favoriser l'évacuation :

- Des pictogrammes conformes au code du bien-être au travail Livre 3 Titre 6 signalisation de sécurité et de santé seront judicieusement répartis pour indiquer les issues et les sorties de secours.
- Des consignes de sécurité seront affichées.
- Les issues de secours et leurs dégagements doivent toujours être libres d'obstacles.

3/ Eclairage de sécurité :

Les éclairages de sécurité satisfont aux prescriptions des normes NBN EN 1838, NBN EN 60598-2-22 et NBN EN 50172. Ils seront positionnés judicieusement afin de baliser les dégagements, les sorties et issues de secours.

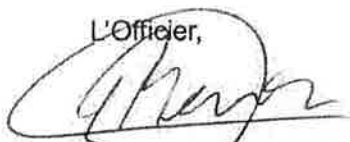
4/ Moyens d'extinction et de lutte contre l'incendie :

Des extincteurs de 6kg/6l seront accrochés au mur, à des endroits visibles (ou signalés) et facilement accessibles, un par niveau et à raison de minimum 1/150m². Ils seront contrôlés annuellement par un fournisseur ou technicien compétent.

C. Conclusion :

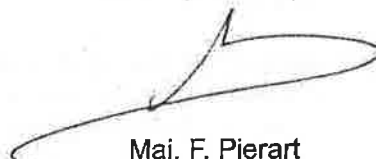
Après réalisation des aménagements décrits dans le présent avis, la sécurité au point de vue incendie et/ou panique sera satisfaisante.

L'Officier,



Maj. ir. D. RENIER

Le Cdt de zone,



Maj. F. Pierart



Wallonie

OCTROI DU PERMIS D'URBANISME PAR LE FONCTIONNAIRE DELEGUE

N. Réf. : F0414/52011/UFD/2018/151/**2045927**

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code du Développement Territorial (ci-après, le Code),

Vu le livre I^{er} du Code de l'environnement,

Vu les différents permis couvrant les infrastructures de l'aéroport de Charleroi,

Considérant que la SA BSCA (Brussels South Charleroi Airport), représentée par Monsieur Patrick Lambrechts, a introduit une demande de permis d'urbanisme, relative à un bien sis rue Santos Dumont à 6041 GOSSELIES, cadastré CHARLEROI, 23^e DIV Section C N°270 E et ayant pour objet la réalisation d'un auvent devant le corps de garde existant, à régulariser, du poste d'inspection filtrage pour l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que la demande complète fait l'objet, en application de l'article D.IV.33 du Code, d'un accusé de réception envoyé en date du 06/12/2018 ;

Considérant qu'en vertu de l'article D.IV.22 du Code, le fonctionnaire délégué est compétent puisque le permis concerne, en tout ou en partie, des actes et travaux situés dans le périmètre visé à l'article 1^{er} 1^o, du décret du 2 février 2017 relatif au développement des parcs d'activités économiques ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que la notice d'évaluation préalable des incidences sur l'environnement examine de manière particulièrement concrète et précise les incidences probables du projet sur l'environnement que tenant compte de son contenu, des plans et autres documents constitutifs du dossier et eu égard à l'article D.65 du Code wallon sur l'environnement, il y a lieu de considérer que le projet n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement ;

Considérant que la demande de permis ne comprend pas une étude d'incidences sur l'environnement ;

Considérant que l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.62 du livre I^{er} du Code de l'Environnement ; que cette autorité a conclu qu'il n'y a pas lieu de requérir une étude d'incidences sur l'environnement ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère économique (Arrêté royal du 10/09/1979 (établissement du plan de secteur)) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de reconnaissance économique: " Zone d'activité économique de l'Aéropôle" approuvé par arrêté le 05/09/1991 (affectation : Artisanat et services) ;

Considérant que le bien se situe dans un Régime d'assainissement collectif (RAC) de 2000 EH et plus ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que l'objet de la demande se situe à proximité d'un site classé, Domaine du Bois-Lombut (déclassement d'une partie), par arrêté du 03/03/1952 ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit C' de 60 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre SCD_schéma directeur GOSSELIES, statut: adoption définitive (arrêté du 17/11/1987) ;

Considérant que l'avis de SKEYES, sollicité en date du 06/12/2018 et transmis en date du 16/01/2019 est favorable conditionnel et joint à la présente pour strict respect ;

Considérant que l'avis de la Direction de l'Aéroport de Charleroi - Département de l'Exploitation du Transport, sollicité en date du 06/12/2018 et transmis en date du 16/01/2019 est favorable conditionnel et joint à la présente pour strict respect ;

Considérant que l'avis du Collège communal de CHARLEROI, sollicité en date du 06/12/2018 est réputé favorable par défaut ;

Considérant que l'avis de la Zone de Secours Hainaut-Est (ZoHE), sollicité en date du 06/12/2018 et transmis en date du 28/01/2019 est favorable conditionnel et joint à la présente pour strict respect ;

Considérant que l'avis de l'AWaP - Direction opérationnelle Zone Ouest, sollicité en date du 06/12/2018 et transmis en date du 10/12/2018 est favorable ;

Considérant que l'avis de la DGO3 - Direction des Risques industriels, géologiques et miniers, sollicité en date du 06/12/2018 et transmis en date du 20/12/2018 est favorable ;

Considérant que le projet consiste en la réalisation d'un auvent au droit du corps de garde du PIF (poste d'inspection filtrage) pour l'Aéroport de Charleroi ainsi qu'en la régularisation urbanistique dudit corps de garde ;

Considérant que l'article D.II.32 du Code précité stipule que « la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique.

§1er. La zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est destinée à recevoir les activités visées aux articles D.II.29, D.II.30 et D.II.31, à l'exclusion des industries qui présentent des risques d'accident majeur pour les personnes, les biens ou l'environnement et des petits commerces. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes.

La mise en œuvre de tout ou partie de la zone d'aménagement communal concerté à caractère économique est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé, d'un schéma d'orientation local approuvé par le Gouvernement.

§2. À défaut pour les autorités communales de satisfaire dans le délai fixé à l'obligation visée au paragraphe 1er, alinéa 2, ainsi qu'en cas de refus du schéma d'orientation local soumis à son approbation, le Gouvernement peut s'y substituer pour adopter ou réviser le schéma d'orientation local.

§3. Les dérogations visées aux articles D.IV.6 à D.IV.13 sont applicables à toute zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère économique qu'elle soit ou non mise en œuvre. »

Considérant sur le plan urbanistique, que la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est mise en œuvre, dans la mesure où elle est couverte, dans sa totalité, par le schéma directeur dit « de l'Aéropole », approuvé par les conseils communaux de FLEURUS et de CHARLEROI en dates des 3 juin 1987 et 17 novembre 1987 ; que l'arrêté ministériel du 05 septembre 1991 de reconnaissance prévoit explicitement qu'il y a lieu d'affecter la zone dite « Aéropole » à usage artisanal et de services ; qu'il y a dès lors lieu de considérer que la ZACCI a bien été mise en œuvre et que le projet est conforme aux affectations prévues par ce schéma directeur ;

Considérant que le projet, plus précisément, consiste en la construction d'un auvent au droit du poste de garde (PIF – poste d'inspection filtrage) ; que cet auvent a une surface de 185.98 m², soit 9.05 m de large par 20.55 m de long ; que sa hauteur sous poutre est de 4.35 m et qu'il est réalisé en structure métallique de teinte RAL 9006 (gris aluminium), avec toiture en profilé métallique de même teinte ; que celui-ci s'implante au droit du poste de garde avec un débordant de 3.20 m du côté Ouest ; qu'en outre, le projet comprend la régularisation dudit poste de garde ; que celui-ci est un volume simple de 57.83 m³, soit 5.41 m de large par 10.69 m de long et d'une hauteur de 4.28 m à l'acrotère ; que le parement est réalisé en brique de ton rouge avec des bandeaux horizontaux en brique de teinte beige, des menuiseries extérieures en aluminium de teinte anthracite ; que l'ensemble s'implante au sein de l'enceinte de l'aéroport au droit de voiries

existantes et participe à la sécurité du site pour l'accès technique ; que l'ensemble est nécessaire au bon fonctionnement du site ;

Considérant que, néanmoins, la politique du fait accompli est à regretter;

Pour les motifs précités,

DECIDE :

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par la SA BSCA (Brussels South Charleroi Airport) est **octroyé aux conditions suivantes** :

- Respecter les conditions de la Direction de l'Aéroport de Charleroi, jointes en annexe ;
- Respecter les conditions de SKEYES, jointes en annexe ;
- Respecter les conditions de la Zone de Secours Hainaut-Est (ZoHE), jointes en annexe ;
- Pour le surplus, exécuter les travaux conformément aux plans joints en annexe ;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers ;

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur, à son architecte et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins quinze jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A Charleroi, le12 AVR. 2019.....

Le Fonctionnaire délégué,



Raphaël STOKIS

Directeur

gents traitants : **Julien BARATTUCCI, Attaché**

Stéphanie ALBANESE, Attachée

toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

EXTRAITS DU CODE DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL**VOIES DE RECOURS**

Art. D.IV.63

§1er. Le demandeur peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement par envoi **à l'adresse du directeur général de la DGO4** dans les trente jours :

1° soit de la réception de la décision du collège communal visée à l'article D.IV.46 et D.IV.62;

2° soit de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée à l'article D.IV.47, §1er ou §2;

3° soit de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée à l'article D.IV.48;

4° soit, en l'absence d'envoi de la décision du fonctionnaire délégué dans les délais visés respectivement aux articles D.IV.48 ou D.IV.91, en application de l'article D.IV.48, à dater du jour suivant le terme du délai qui lui était imparti pour envoyer sa décision.

Le recours contient **un formulaire dont le modèle est fixé par le Gouvernement**, une copie des plans de la demande de permis ou de certificat d'urbanisme n°2 ou une copie de la demande de certificat d'urbanisme n°2 si elle ne contient pas de plan, et une copie de la décision dont recours si elle existe. (...).

Art. D.IV.64

Le collège communal, lorsqu'il n'est pas le demandeur, peut introduire un recours motivé auprès du Gouvernement dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué visée aux articles D.IV.48 ou D.IV.91 prise en application de l'article D.IV.48 octroyant un permis ou un certificat d'urbanisme n°2. Le recours est envoyé simultanément au demandeur et au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.65

Le fonctionnaire délégué peut, dans les trente jours de sa réception, introduire un recours motivé auprès du Gouvernement contre le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 :

1° lorsque la décision du collège communal est divergente de l'avis émis par la commission communale dans le cadre d'une consultation obligatoire de celle-ci;

2° en l'absence de commission communale, lorsqu'à l'occasion de l'enquête publique organisée en application du Code, ont émis des observations individuelles et motivées relatives au projet durant ladite enquête et que ces observations ne sont pas rencontrées par la décision du collège soit :

a) vingt-cinq personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant moins de dix mille habitants;

b) cinquante personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de dix mille à vingt-cinq mille habitants;

c) cent personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de vingt-cinq mille à cinquante mille habitants;

d) deux cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant de cinquante mille à cent mille habitants;

e) trois cents personnes inscrites au registre de la population de la commune où le projet est situé s'il s'agit d'une commune comptant plus de cent mille habitants.

Le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 reproduit le présent article.

Le recours est envoyé simultanément au collège communal et au demandeur. Une copie du recours est envoyée à l'auteur de projet.

AFFICHAGE DU PERMIS

Art. D.IV.70

Un avis indiquant que le permis a été délivré ou que les actes et travaux font l'objet du dispositif du jugement visé à l'article D.VII.15 ou de mesures de restitution visées à l'article D.VII.21, est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture du chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, le jugement visé à l'article D.VII.15 ou le dossier relatif aux mesures de restitution visées à l'article D.VII.21, se trouve en permanence à la disposition des agents désignés à l'article D.VII.3 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

NOTIFICATION DU DEBUT DES TRAVAUX

Art. D.IV.71

Le titulaire du permis avertit, par envoi, le collège communal et le fonctionnaire délégué du début des actes et travaux, quinze jours avant leur commencement.

INDICATION DE L'IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS NOUVELLES

Art. D.IV.72

Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal. Le collège communal indique l'implantation sur place avant le jour prévu pour le commencement des actes et travaux.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.

CONSTAT DE L'EXÉCUTION DES CONDITIONS OU DES CHARGES D'URBANISME ET RESPONSABILITÉ DÉCENNALE**Art. D.IV.74**

Nul ne peut procéder à la division, selon le cas, d'un permis d'urbanisation ou d'un permis d'urbanisme de constructions groupées, qui implique la réalisation d'une ou plusieurs conditions ou des charges d'urbanisme ou l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, avant que le titulaire du permis ait soit exécuté les actes, travaux et charges imposés, soit fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution.

L'accomplissement de cette formalité est constaté dans un certificat délivré par le collège communal et adressé, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.75

Hors le cas où l'équipement a été réalisé par les autorités publiques, le titulaire du permis demeure solidairement responsable pendant dix ans avec l'entrepreneur et l'auteur de projet de l'équipement à l'égard de la Région, de la commune et des acquéreurs de lots, et ce, dans les limites déterminées par les articles 1792 et 2270 du Code civil.

PEREMPTION DU PERMIS**Art. D.IV.81**

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui impose à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes, travaux ou charges imposés ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui autorise des actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge est périmé lorsque le titulaire n'a pas exécuté les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale ou n'a pas fourni les garanties financières exigées.

Par dérogation aux alinéas 1er et 2, lorsqu'en vertu de l'article D.IV.60, alinéa 3, le permis précise que certains lots peuvent être cédés sans que le titulaire ait exécuté les actes, travaux et charges imposés ou fourni les garanties financières nécessaires à leur exécution, le permis n'est pas périmé pour ceux de ces lots qui ont fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article D.IV.2, § 1er, alinéa 3.

Au terme des cinq ans de son envoi, le permis d'urbanisation qui n'impose pas à son titulaire des actes, travaux ou charges est périmé pour la partie du bien qui n'a pas fait l'objet de l'enregistrement d'un des actes visés à l'article D.IV.2, § 1er, alinéa 3.

Art. D.IV.82

Lorsque la réalisation du permis d'urbanisation est autorisée par phases, le permis détermine le point de départ du délai de péremption de cinq ans pour chaque phase autre que la première.

Art. D.IV.83

Lorsque, en application de l'article D.IV.79, le permis d'urbanisation vaut permis d'urbanisme pour la réalisation des actes et travaux relatifs à la voirie, ce dernier se périmé en même temps que le permis d'urbanisation.

Art. D.IV.84

1°. Le permis d'urbanisme est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi.

2. Toutefois, à la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période de deux ans. Cette demande est introduite quarante-cinq jours avant l'expiration du délai de péremption visé au paragraphe 1°.

La prorogation est accordée par le collège communal. Toutefois, lorsque le permis a été délivré par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.22, la prorogation est accordée par le fonctionnaire délégué.

3. Lorsque la réalisation des travaux a été autorisée par phases, le permis d'urbanisme détermine, pour chaque phase autre que la première, le point de départ du délai visé au paragraphe 1°. Ces autres phases peuvent bénéficier de la prorogation visée au paragraphe 2.

4. À la demande motivée du demandeur de permis, l'autorité compétente pour statuer sur la demande de permis d'urbanisme peut, dans sa décision, adapter le délai visé au paragraphe 1°, sans que celui-ci ne puisse toutefois dépasser sept ans.

5. Par dérogation aux paragraphes 1° à 4, le permis délivré par le Gouvernement en vertu de l'article D.IV.25 est périmé si les travaux n'ont pas été commencés de manière significative dans les sept ans à compter du jour où le permis est envoyé conformément à l'article D.IV.50. Toutefois, le Gouvernement peut, sur requête spécialement motivée, accorder un nouveau délai sans que celui-ci ne puisse excéder cinq ans.

Art. D.IV.85

La péremption des permis s'opère de plein droit.

Le collège communal peut constater la péremption dans un procès-verbal qu'il adresse, par envoi, au titulaire du permis. Une copie de l'envoi est adressée au fonctionnaire délégué.

Art. D.IV.86

Lorsque le permis est suspendu en application des articles D.IV.89 et D.IV.90, le délai de péremption du permis est concomitamment suspendu.

Art. D.IV.87

Le délai de péremption est suspendu de plein droit durant tout le temps de la procédure, à savoir de l'introduction de la requête à la notification de la décision finale, lorsqu'un recours en annulation a été introduit à l'encontre du permis devant le Conseil d'État ou une demande d'interruption des travaux autorisés par le permis est pendante devant une juridiction de l'ordre judiciaire. Si le bénéficiaire du permis contesté n'a pas la qualité de partie au procès, l'autorité qui a délivré le permis ou la DGO4 pour les permis délivrés par le Gouvernement notifie au bénéficiaire le début et la fin de période de suspension du délai de péremption.

SUSPENSION DU PERMIS

Art. D.IV.88

Lorsqu'un projet requiert pour sa réalisation une ou plusieurs autres autorisations visées à l'article D.IV.56 ou visées par une autre législation de police administrative, les actes et travaux autorisés par le permis ne peuvent être exécutés par son titulaire tant que ce dernier ne dispose pas desdites autorisations.

Le délai de péremption visé aux articles D.IV.81 et suivants est suspendu tant que la décision relative à l'autorisation n'est pas envoyée. Si l'autorisation est refusée, le permis devient caduc, de plein droit, le jour du refus en dernière instance de l'autorisation.

Art. D.IV.89

Un permis peut être suspendu dans les cas suivants :

1° par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62;

2° en cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre du permis, dans les conditions de l'article 245 du Code wallon du patrimoine.

3° lorsqu'une étude d'orientation, une étude de caractérisation, une étude combinée, un projet d'assainissement ou des actes et travaux d'assainissement doivent être accomplis en vertu du décret du 5 décembre 2008 relatif à la gestion des sols.

Art. D.IV.90

Le permis délivré par le collège communal est suspendu tant que le demandeur n'est pas informé de sa notification au fonctionnaire délégué et durant le délai de trente jours octroyé au fonctionnaire délégué pour une éventuelle suspension en application de l'article D.IV.62.

Les recours visés aux articles D.IV.64 et D.IV.65 sont suspensifs, de même que les délais pour former recours.

RETRAIT DE PERMIS

Art. D.IV.91

Sans préjudice des règles générales applicables au retrait des actes administratifs, un permis ne peut être retiré que dans les cas suivants:

1° suite à la suspension du permis par le fonctionnaire délégué en application de l'article D.IV.62 ;

2° en cas de découverte fortuite de biens archéologiques lors de la mise en œuvre du permis, dans les conditions de l'article 245 du Code wallon du Patrimoine

3° en cas de non respect des règles sur l'emploi des langues.

En cas de non respect des règles sur l'emploi des langues, le retrait est envoyé dans les soixante jours à dater du jour où la décision a été prise, ou, si un recours en annulation a été introduit, jusqu'à la clôture des débats. L'autorité compétente dispose d'un nouveau délai complet, identique au délai initial, à dater de l'envoi de la décision de retrait pour se prononcer et envoyer sa décision.

Lorsque le collège communal, le fonctionnaire délégué ou le Gouvernement retire le permis ou le certificat d'urbanisme n°2 en application des règles générales relatives au retrait des actes administratifs, il envoie la nouvelle décision dans un délai de quarante jours à dater de l'envoi de la décision de retrait.

CESSION DU PERMIS

Art. D.IV.92

§1.. En cas de cession d'un permis dont les charges, les conditions ou les actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale, ne sont pas complètement réalisés, le cédant et le cessionnaire procèdent à une notification conjointe à l'autorité compétente pour délivrer le permis en première instance. Si des garanties financières ont été fournies avant la cession et qu'elles n'ont pas été utilisées, elles sont soit maintenues, soit remplacées par des garanties financières équivalentes.

La notification fait état du sort réservé aux garanties financières fournies avant la cession et contient la confirmation écrite du cessionnaire qu'il a pris connaissance du permis, des conditions et charges éventuelles prescrites par l'autorité compétente ou des actes et travaux à réaliser nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge, de l'article D.IV.75 et du fait qu'il devient titulaire du permis.

L'autorité compétente accuse réception de la notification et en informe, selon le cas, le collège communal ou le fonctionnaire délégué.

§2. À défaut, le cédant ou ses ayants droit demeurent solidairement responsables avec le cessionnaire des charges et conditions prescrites ou des actes et travaux nécessaires à l'ouverture, la modification ou la suppression d'une voirie communale non repris en tant que tels comme condition ou charge.

RENONCIATION AU PERMIS

Art. D.IV.93

§1.. Le titulaire d'un permis non mis en œuvre peut y renoncer.

La renonciation est expresse et ne se présume pas du dépôt ultérieur d'une autre demande de permis.

§2. Lorsque le permis porte sur un bien appartenant à plusieurs propriétaires ou faisant l'objet de droits réels, la renonciation ne peut avoir lieu que de l'accord de tous les titulaires de droit réel.

§3. Le titulaire du permis envoie sa renonciation au collège communal et au fonctionnaire délégué.